

APPEL DU COMITÉ EXÉCUTIF FÉDÉRAL DE LA FNIC-CGT AUX SYNDICATS

Chers camarades,

Les luttes sont nombreuses dans la période, souvent gagnantes, sur les salaires, les conditions de travail et l'emploi.

Les travailleurs s'opposent avec énergie à une mise en cause de leurs intérêts dans chaque entreprise, dans un contexte où le gouvernement opère, pour le compte des employeurs, un bouleversement global des conditions de travail et de vie :

- ⇒ **BAISSE DES COTISATIONS SOCIALES DONC DES SALAIRES,**
- ⇒ **DÉMANTÈLEMENT DES SERVICES ET DE LA SANTÉ PUBLICS,**
- ⇒ **PRIVATISATION D'ENTREPRISES QUI APPARTIENNENT À LA NATION TELLE LA SNCF,**
- ⇒ **DÉSINDUSTRIALISATION DANS LES TERRITOIRES,**
- ⇒ **DESTRUCTION DES GARANTIES ET PROTECTIONS COLLECTIVES (ORDONNANCES TRAVAIL, FLICAGE DES CHÔMEURS, DIMINUTION DES PENSIONS DE RETRAITE, ETC.)**

Pour stopper cette déferlante, il faut de la combativité dans les entreprises : elle est présente. **Mais, il faut surtout des perspectives réelles, pour stopper maintenant, ce choc social et économique qui transforme la France en paradis pour les riches et en enfer pour les autres.**

Dans de nombreux territoires, les salariés en grève ont pris conscience qu'au problème global, il est nécessaire de répondre plus globalement, secteur par secteur, entreprise par entreprise. La période est propice aux luttes, le mouvement de nos camarades cheminots donne aussi des perspectives dans la tête des travailleurs, le risque à éviter étant l'enlisement corporatiste.

Nous devons tirer enseignement des échecs de 2010, 2016 et de l'automne 2017 contre les ordonnances Travail : le syndicalisme, qu'il soit « rassemblé » ou de lutte radicale, ne peut pas, à lui seul, contrer des attaques globales qui ont par nature une dimension politique. La CGT, organisation de transformation sociale, a une responsabilité de défendre l'intérêt des travailleurs, y compris si cela signifie avoir une stratégie complémentaire avec le champ politique de progrès, comme cela a été le cas, plusieurs fois dans notre Histoire et notamment en 1936.

Plutôt que la « coïncidence des luttes », avec chaque profession dans son couloir, sur ses revendications

propres et juxtaposées, la FNIC-CGT propose la « globalisation des luttes », une véritable convergence sur un programme revendicatif commun de progrès, où tous les travailleurs se retrouvent : augmentation générale des salaires, baisse du temps de travail à 32 heures sans perte de salaire, retraite à 55 ans pour travaux pénibles et 60 ans pour le régime général, égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes, reconquête de l'industrie, développement des services publics, protection sociale financée par la cotisation sociale et assurée par la Sécurité sociale.

En région PACA, quinze organisations (CGT, FSU, Sud, UNEF, PCF, NPA, Parti de Gauche, Attac, Marche mondiale des femmes...) ont appelé à **une manifestation unitaire, le samedi 14 avril à Marseille pour stopper le plan Macron-Gattaz et dans le but d'imposer le programme de progrès ci-dessus.**

LA FNIC-CGT APPELLE TOUS LES SYNDICATS DE LA RÉGION PACA, À CONVERGER VERS MARSEILLE POUR ENGAGER LA LUTTE QUI IMPOSERA « AU RÉEL », PAR LE RAPPORT DE FORCES, UN PLAN DE SOCIÉTÉ RADICALEMENT DIFFÉRENT DE CELUI DE L'EX-BANQUIER ROTH-SCHILD QUI OCCUPE L'ÉLYSÉE.

Dans d'autres régions, départements, des organisations CGT engagent des processus de rassemblement de toutes les forces, refusant la seule austérité pour horizon, luttant pour des choix de progrès social, d'une autre répartition des richesses et non pour le partage de la misère.

La FNIC-CGT appelle les syndicats, sur l'ensemble des départements, à interpeller les forces de progrès, politiques et associatives, pour organiser dans les plus brefs délais et en toute indépendance, la démultiplication des initiatives unitaires à l'image du 14 avril à Marseille. Partout, la question de la grève interprofessionnelle doit être débattue avec les salariés, en intégrant la nécessaire mobilisation du 19 avril. L'action complémentaire des organisations politiques de progrès et de notre syndicalisme de combat est en mesure d'imposer ce programme.
Nous l'avons déjà fait par le passé.

TOUS DANS L'ACTION LE 19 AVRIL 2018 !